

Le compte n'y est pas, Monsieur le Préfet : notre détermination est intacte !



Le compte n'y est pas, Monsieur le Préfet : notre détermination est intacte !

Telle a été la conclusion très tôt ce matin de la FDSEA et des JEUNES AGRICULTEURS du Gers à Vic-Fezensac après la réunion organisée mercredi soir à la mairie de Vic-Fezensac en présence de Laurent Carrié, Préfet du Gers.



Après des jours, des nuits, des mois de mobilisation exemplaire, après des semaines à tenter de construire des pistes de solutions adaptées aux agricultrices et aux agriculteurs gersois, force est de constater que l'Etat n'est toujours pas au RDV pour faire inscrire l'agriculture d'intérêt général pour la Nation.

La crise agricole gersoise est loin d'être résolue ont ainsi témoigné avec force les 200 agriculteurs réunis par la FDSEA et les JA du Gers pour débattre librement avec le Préfet et la Direction de la DDT.

Désarroi, tristesse, ras-le-bol, dégoût, colère ont ainsi été exprimés face à l'inertie des services de l'Etat et au manque de parole des décideurs.

« A année exceptionnelle, mesures exceptionnelles ! ».

Retards inouïs du versement de la PAC comme de leur engagement en Agriculture Biologique ou de leur assurance récolte, traitement abstrait des fonds d'urgence pour la MHE et la viticulture, hausse de leurs charges, captation de la valeur ajoutée, délais d'obtention de leur permis de construire, concurrence déloyale, emploi, injonctions administratives contradictoires et surtranspositions, politiques sanitaires curatives et bien entendu complexité invraisemblable pour créer des retenues d'eau, ont ainsi été les principaux points d'achoppement.

Monsieur le Préfet et les responsables de la DDT n'étaient pas de trop pour démontrer leur engagement à faire avancer les différents chantiers.

Pour autant, une chose est sûre, pour la FDSEA et les JA du Gers, rien n'avance assez vite pour répondre à des années de perte de compétitivité et d'aléas climatiques sans précédent.

Seules des actions plus structurelles à travers la réouverture de la loi EGALIM et les lois à venir, permettront de changer le logiciel pour assurer la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations.

Et de conclure, « Le compte n'y est pas, Monsieur le Préfet, on marche toujours sur la tête ! Nous relançons donc en suivant les actions pour sortir d'une tutelle administrative qui nous enlève l'envie d'entreprendre ».

La détermination de la FDSEA et des JA du Gers reste intacte.

